

ASSOCIATION DU PERSONNEL

Les informations paraissant dans la rubrique «Association du personnel» sont publiées sous la seule responsabilité de l'Association du personnel du CERN.

STAFF ASSOCIATION

The information presented in the Staff Association section of the Bulletin is published under the sole responsibility of the CERN Staff Association.

REUNIONS OFFICIELLES

Dans la semaine du 17 au 23 février ont eu lieu les réunions du Comité Consultatif sur les Conditions d'Emploi au CERN (CCEC), du Comité des Finances, et à la demande de la Délégation Britannique une session extraordinaire du Conseil du CERN sur laquelle nous ferons nos commentaires la semaine prochaine.

Comité Consultatif sur les Conditions d'Emploi au CERN (CCEC)

Examen des traitements de base au CERN.

Au cours de cette réunion, le CCEC a terminé cet examen du point de vue technique par une dernière révision du document discuté depuis plus d'une année et déjà commenté à l'intérieur du CERN.

La procédure de cet examen a suivi la définition du document CERN/FC/2322.

1. *Tous les 5 ans un examen général aura lieu en vue de détailler les conditions financières et sociales applicables aux membres du personnel du CERN pour garantir que ces conditions restent conformes à la situation existant dans les Etats Membres du CERN.*
2. *Cet examen sera effectué en tenant compte des éléments suivants :*
 - a. *la situation économique et sociale générale dans les Etats Membres, en se référant particulièrement au pays où l'Organisation a son siège.*
 - b. *les niveaux et l'évolution des rémunérations d'autres organisations européennes.*
 - c. *le mouvement des traitements réels nets (célibataires) de la fonction publique de 6 Etats Membres du CERN.*
 - d. *des besoins particuliers de l'Organisation, tels que recrutement de personnel.*

De longues discussions ont permis d'arriver à la rédaction d'une conclusion commune dont nous commentons ici quelques éléments :

- a. l'Association du Personnel et l'Administration ont proposé des données sur la situation économique actuelle dans les Etats Membres mais le Comité ne les a pas jugées pertinentes.
- b. les comparaisons des traitements établies au cours de l'examen montrent que les traitements de base du CERN sont inférieurs à ceux des Organisations de référence. Pour cela il a fallu établir des équivalences de grade entre les différents organismes : ainsi 5 grades clé ont été définis et acceptés, et les résultats peuvent être résumés sommairement dans le tableau reproduit ci-dessous (fig 1 CERN/CCEC/4.9/rev.3).

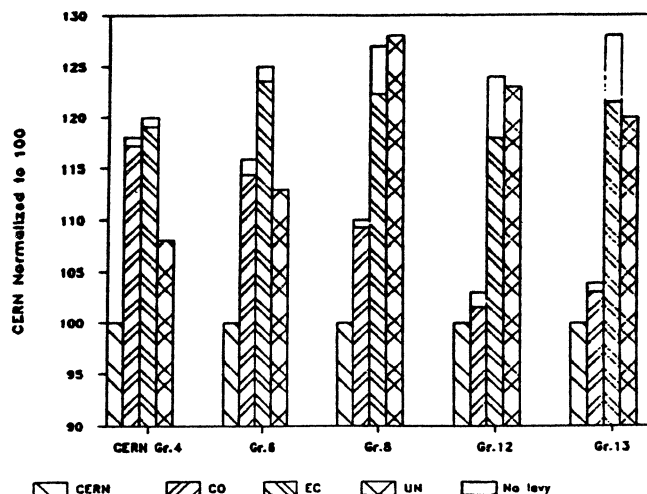
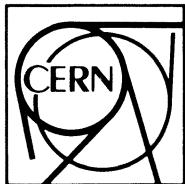


Figure 1: Salary Comparisons (Single, Resident, Grade Minima)



Les informations paraissant dans la rubrique «Association du personnel» sont publiées sous la seule responsabilité de l'Association du personnel du CERN.

STAFF ASSOCIATION

The information presented in the Staff Association section of the Bulletin is published under the sole responsibility of the CERN Staff Association.

- c. au cours de la période examinée, les traitements du CERN ont subi une perte de pouvoir d'achat inférieure à celle des traitements des fonctions publiques nationales en moyenne. Rappelons que dans le passé la situation était inversée.

Une partie du Comité, dont l'Association du Personnel, a jugé que le CCEC devait *'se borner à présenter le résultat de ses délibérations techniques'*.

Par contre, six ou sept *des Délégations des Etats Membres ont souhaité voir consigné dans la présentation des résultats le fait qu'ils en tirent la conclusion générale qu'il n'est nullement justifié de recommander une modification du barème des traitements en vigueur à la fin de la période soumise à examen.*

Ce document, transmis au Conseil du CERN, sera considéré au Comité des Finances du mois d'avril. A cette occasion, l'Association du Personnel développera sa position et fera savoir quel poids elle estime qu'il faut apporter aux différents éléments mentionnés ci-dessus.

COMITE DES FINANCES

En décembre dernier, le Conseil du CERN avait adopté une adaptation des traitements de 2,41%, soit 1% de moins que la valeur calculée, et une adaptation du budget matériel de 4,8%, soit 1,5% de plus que la valeur calculée. Ceci entraînait une adaptation du budget global de 3,6% au lieu de la valeur calculée de 3,3%. La Délégation Britannique affirmait que cette décision entraînait une augmentation du budget global en contradiction avec l'engagement, pris en 1981, d'un budget constant. La décision avait donc été prise sous réserve d'étudier ce point de droit.

Le 19 février, le Comité des Finances a discuté cette question :

- la Délégation Britannique a constaté que les avis juridiques étaient contradictoires. Elle a accepté l'adaptation du budget votée en décembre mais a déclaré que cette manière d'augmenter le budget global en dehors de la base définie ne devrait plus être utilisée et que des discussions devraient continuer sur l'aspect juridique.

Or le Directeur général a déclaré récemment : *'Ils (les Etats Membres) ont décidé de compenser partiellement ce manque (de 100 MFS pour LEP) en nous donnant pour 1986, 1,5% de plus que le taux d'inflation.... et je vais recommencer cette opération l'année prochaine.'* ('La parole est au patron', le Courrier de Genève, 17.2.86).

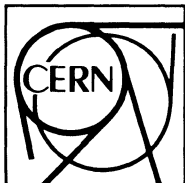
Comme, à notre connaissance, les Etats Membres n'ont pas l'intention d'augmenter le budget global, une telle opération reviendra encore une fois à diminuer l'adaptation des traitements au bénéfice de celle du matériel, c'est-à-dire à faire payer par le personnel une partie du coût supplémentaire du LEP !

Rappelons que le Directeur général déclarait en 1983 :

'l'idée d'employer une partie de l'indice des traitements pour financer de nouveaux projets scientifiques au CERN pouvait être considérée comme équivalent à 'punir' le personnel du CERN de son succès au Laboratoire'. (Bulletin Hebdomadaire 50/83)

En effet ! et l'Association du Personnel s'opposera à une telle punition !

Comité Exécutif
24.2.1986



STAFF ASSOCIATION

The information presented in the Staff Association section of the Bulletin is published under the sole responsibility of the CERN Staff Association.

OFFICIAL MEETINGS

In the week starting 17 February, meetings were held of the Consultative Committee on Employment Conditions (CCEC), the Finance Committee as well as, at the request of the United Kingdom Delegation, a special session of the CERN Council which we shall comment on next week.

Consultative Committee on Employment Conditions (CCEC)

Review of Basic CERN Salaries

At this meeting, CCEC completed the Review from a technical point of view and made final amendments to the document that has been under discussion for more than a year and which has been examined inside CERN.

The Review followed the procedure set out in document CERN/FC/2322 :

1. *Every 5 years a general review will take place to examine in detail financial and social conditions applicable to the members of the CERN personnel to ensure that these conditions remain in line with the situation in the CERN Member States.*
2. *This review shall be carried out with due regard to the following elements :*
 - a. *The general economic and social situation in the Member States, with particular reference to the country where the Organization has its seat.*
 - b. *The levels and evolution of remuneration of other European organizations.*
 - c. *The movement of real net salaries of single persons in the Civil Services of 6 CERN Member States.*
 - d. *Particular requirements of the Organization, such as staff recruitment.*

After lengthy discussions a joint conclusion was drafted which contained the following elements :

- a. The Staff Association and the Management put forward data on the current economic situation in the Member States but the Committee did not consider them relevant.
- b. The salary comparisons made during the Review show that CERN basic salaries are lower than those paid in the reference organizations : to make these comparisons grade equivalences in different organizations had to be established. Five key grades were therefore defined and approved and the results can be summarized in the table below (fig. 1 CERN/CCEC/4-9/Rev.3).

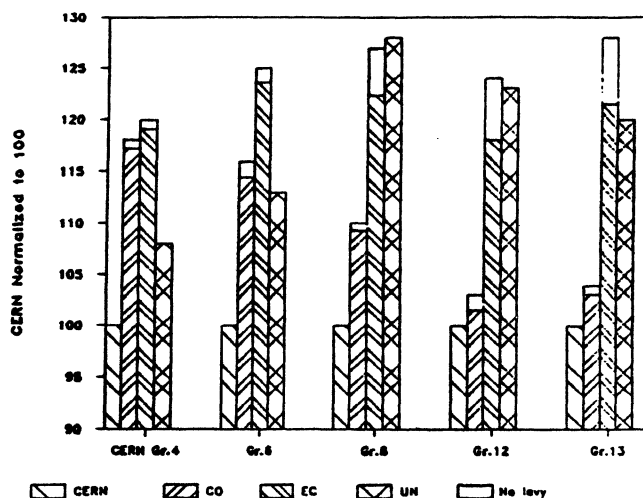
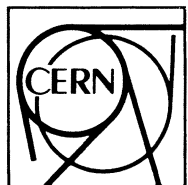


Figure 1: Salary Comparisons (Single, Resident, Grade Minima)



Les informations paraissant dans la rubrique «Association du personnel» sont publiées sous la seule responsabilité de l'Association du personnel du CERN.

STAFF ASSOCIATION

The information presented in the Staff Association section of the Bulletin is published under the sole responsibility of the CERN Staff Association.

- c. During the period under review, CERN salaries have suffered a lower loss in purchasing power than salaries of average national public services. We remind you, however, that the opposite was true in the past.

Some of the Committee, including the Staff Association, considered that CCEC should confine itself to presenting the outcome of its technical deliberations.

Six or seven Delegations of the Member States wished to record, in the presentation of the findings, that they drew the overall conclusion that there were no grounds for recommending any change to the Salary Scales in payment at the end of the Review period.

The Review document will be discussed by the Finance Committee in April 1986 before being submitted to Council. The Staff Association will put forward its position and make clear the weight that should be given to the various elements referred to above.

FINANCE COMMITTEE

Last December the CERN Council adopted a salary index of 2.41% i.e. 1% below the calculated index and a materials index of 4.8%, i.e. 1.5% more than the index calculated. The United Kingdom Delegation maintained that this decision would entail an increase of the overall budget contrary to the undertaking given in 1981 that a constant budget would be maintained. The index was decided, subject to a legal opinion on this point.

The Finance Committee discussed the matter at its meeting on 19 February.

- . The United Kingdom Delegation found that legal opinion was divided. It therefore accepted the indexation of the budget as decided in December but declared that this method of increasing the overall budget departed from an earlier decision and should not be used in future and also that the legal aspects should be studied further .

But in a recent statement the Director-General said *'They (the Member States) have decided to compensate a part of the shortfall (i.e. of 100 million Swiss Francs for LEP) by giving us for 1986 1.5% above the inflation rate.... and I shall repeat the procedure next year'*. ('La parole est au patron', Le Courrier de Genève, 17.2.86).

To the best of our knowledge the Member States do not intend to increase the overall budget so such a procedure will mean once again that a lower than calculated salary index will be awarded to the benefit of the materials budget i.e. the staff will be made to pay part of the extra cost of LEP !

Let us recall that the Director-General declared in 1983 :

The idea of using part of the salary index to fund new scientific projects at CERN could be seen as 'punishing' the personnel of CERN because of their success at the Laboratory'.

Quite so ! and the Staff Association will resist any such punishment !

Executive Committee
24.2.1986

CORRIGENDUM

(Article on **PENSIONS** in Bulletin No.9/86)

Amongst social improvements considered in the context of the revision of the Statutes of the Pension Schemes, was :

- a **widower's** (and not a widow's pension which, as far as is known, exists from the beginning of the scheme).

CLUBS

SKI

SORTIES DE SKI

Ski alpin

Samedi 1^{er} Mars : Valmorel

Dimanche 9 Mars : Journée familiale à Cordon

Samedi 15 mars : Val Veny (Italie)

Dimanche 23 Mars : Les Contamines

Samedi 5 avril : La Thuile (Italie) sortie 'moniteurs' avec repas le soir à Courmayeur.

Ski de fond

Samedi 1^{er} mars : Sur Lyand-Corbonnod

Sur le Plateau du Retord

Rendez-vous à 8h.00 à St. Genis.

Repas : Salle hors sac au Centre de ski de fond.

Samedi 8, dimanche 9 mars : Week-end à Giron.

Rendez-vous à 8h.00 à St. Genis.

Samedi 15 mars : La Pesse sur le plateau du Haut Jura.

Départ du bus (20 FS), 8h.00 à St. Genis.

Repas au Foyer de ski de fond.

Samedi 22 mars : à partir de 14h.30. Concours du Club au Manon.

Venez nous voir pour des renseignements complémentaires ou pour vous inscrire à la Permanence du Club le **JEUDI soir** à partir de 17h.00.

Forfaits

Prix spécial pour membres du Ski Club sur présentation de la carte membre aux 'Gets-Mt. Chery'.

Pour ce qui est des 'CARROZ' et du 'JAILLET', vous devez acheter les contre-marques à la permanence et les échanger à la caisse de la station contre un forfait journée.

Location de monoski à la permanence. Week-end FS 20.-

CORRIGENDUM

(Article sur les **PENSIONS** Bulletin No.9/86)

Parmi les améliorations sociales considérées dans le cadre de la révision des Statuts de la Caisse d'Assurance, citons :

- la **rente de veuf** (et non la rente de veuve qui heureusement existe depuis la création de la Caisse à notre connaissance !).

AUTOMOBILE

Assemblée Générale Annuelle

JEUDI 6 MARS 1986, à 17h.45

Salle de la Théorie - Bât. 4 - 3^e étage

VENEZ NOMBREUX !

GAMES - BRIDGE SECTION

The **Annual General Meeting** will precede the bridge evening on **WEDNESDAY 5th MARCH, at 8 p.m.** in the Staff Association rooms in Tortella's Canteen. It is scheduled to last no more than 5 minutes.

The results of last week's duplicate were :

1st R. Pibouleau and R. Strini 58%

2nd R. McCreadie and E. McIntosh 57%

3rd G. Grajew and D. Kemps 56%

4th O. Braga and A. Craig 54%

Please send to D. Kemp/PS

.....
It will be playing **Wednesday 5th March**

Name :

Partner :

Tortella's canteen - 7.55 p.m. sharp.

Everybody welcome.
.....

SUBAQUATIQUE

Grâce à Manuel, le Club dispose maintenant d'un appareil à vérifier les profondimètres. Pour en profiter les lundis soirs, contacter W. BOULT à l'avance.